

Trudeau donne 600 millions de dollars aux medias pour qu'ils l'aident à appliquer le Pacte de Marrakech

écrit par Luc Pharand | 1 janvier 2019



Mon prix citron 2018 : l'Assemblée Nationale de France le 17 avril 2018 qui a applaudi Trudeau !

Je le croyais loin de chez lui en France.

J'ai découvert qu'il était chez lui à l'Assemblée Nationale de France.

Les députés français ont écouté son laïus multiculturel et l'entité multiculturelle a trouvé écho dans leur esprit. Et les députés ont interrompu son discours par des applaudissements.

<http://www.assemblee-nationale.fr/15/cri/2017-2018/20180192.asp>

Les députés français interrompent le Premier Ministre de la première Post-Nation multiculturelle au monde pour l'applaudir.

Les députés français veulent-ils que la France devienne le

deuxième protectorat multiculturel de l'ONU?

Pendant ce temps...

Au Canada les entorses à la démocratie se multiplient. Les médias deviennent le département de la propagande du gouvernement. Ce spécimen pleure sur commande mais n'est pas du genre sentimental.

Voici la dernière de Trudeau.

Vous pouvez lire l'article ci-dessous en remplaçant Trudeau par Macron. Ce sont les deux mêmes, au service de la même idéologie mondialiste malfaisante.

Le perfide « pari faustien » du Canada

Le premier ministre canadien Justin Trudeau est un de ces mondialistes qui prônent un monde sans frontières et condamnent comme réactionnaire et obsolète l'idée même de l'État-nation souverain. La tête pensante de ce monde sans frontières est l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ses agences non élues, opaques, irresponsables et généralement corrompues qui légifère en matière de droit international et dont les textes sont ensuite appliqués par les États membres.

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières est un document qui détaille les réformes que les États membres de l'ONU doivent mettre en place pour une migration mondiale sans entrave. Trudeau a adhéré à ce programme des Nations Unies et a décidé de l'imposer aux Canadiens sans leur consentement préalable.

Le Pacte mondial exige que les organes de presse des États membres adhèrent à ses objectifs et s'abstiennent de toute

critique. La moindre objection serait jugée « immorale » et contraire aux normes mondialiste de l'ONU.

On comprend mieux du coup, la généreuse subvention du gouvernement Trudeau aux médias canadiens. Les 600 millions de dollars peuvent être considérés comme une forme de contrôle, une censure discrète, qui obligera la presse canadienne à respecter les exigences du Pacte mondial.

La récente [annonce](#) du gouvernement canadien de subventionner à hauteur de 600 millions de dollars canadiens (395 millions d'euros) sur cinq ans les médias en difficulté financière – dans le cadre de la révision d'automne du budget fédéral juste avant les élections fédérales de 2019 – n'a rien d'innocent.

Bien évidemment, les patrons de presse canadiens ont sablé le champagne et porté un toast au Premier ministre Justin Trudeau. [Unifor](#), le syndicat national des journalistes canadiens, s'est montré le plus jubilatoire, estimant que son slogan « [Résistance](#) » – le « [pire cauchemar](#) » pour Andrew Scheer, chef du Parti conservateur d'opposition – avait obligé le gouvernement à ouvrir son porte-monnaie et à distribuer l'argent du contribuable à une industrie qui devrait plutôt défendre son indépendance contre toute forme de soutien gouvernemental.

La presse dite « libre » est ainsi faite ; certes, elle diffère de ses homologues de pays totalitaires, comme la Russie tsariste d'autrefois, devenue communiste avec l'Union soviétique, puis Poutiniste dans l'actuelle Russie, elle diffère également de la presse de Chine maoïste, de celle du Royaume d'Arabie saoudite, ou de la République islamique d'Iran, sans parler de Cuba ou de nombreux Etats du tiers monde où la presse est un simple outil de propagande aux mains du gouvernement, soumise aux diktats et caprices du leader.

Les bénéficiaires du « cadeau » de Trudeau feront valoir que dans une démocratie aussi libérale que le Canada, leur

indépendance éditoriale ne saurait être entravée – le ciel nous en préserve ! -. Ils hausseront même les épaules à l'idée que leur intégrité journalistique puisse être compromise par un simple accord financier avec le pouvoir en place.

Quelle que soit la quantité d'encre ou le nombre d'octets qu'ils gaspilleront à défendre leur vertu, ils ne tromperont pas le public sur ce [pari Faustien](#). La presse a accepté d'être achetée et se montrera tendre avec le parti libéral de Trudeau aux très prochaines élections fédérales.

Les Canadiens devraient se méfier de cette « glissade en pente douce » vers une société contrôlée par l'État. Ironie de l'Histoire, ce plan de sauvetage des médias a été annoncé moins d'une semaine après le [100e anniversaire](#) de l'armistice de la Première Guerre mondiale et du Remembrance Day (*Jour du Souvenir*), jour-anniversaire où les Canadiens commémorent leurs compatriotes tués et mutilés au cours de guerres menées pour la liberté et contre la tyrannie.

Cette subvention pour la presse n'a cependant rien pour surprendre, compte tenu d'un Trudeau qui [clame](#) haut et fort que le Canada est un État post-national sans identité véritable. Le Canada de Trudeau est vide de traditions à vénérer, vide de valeurs sacrées à défendre et sans aucune identité à préserver.

Trudeau semble avoir fait siens les principes mondialistes qui prône un monde sans frontière où les États-nations souverains sont considérés comme réactionnaires et obsolètes. La tête pensante de ce monde sans frontières est l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ses agences non élues, [opaques](#), [irresponsables](#) et [corrompues](#) qui légifèrent en droit international et dont les textes sont ensuite appliqués par les États membres.

Trudeau semble donc déterminé à faire du Canada un laboratoire du programme mondialiste. C'est probablement la raison pour

laquelle il s'est empressé d'adhérer au [Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières](#) des Nations unies qui a été adoptée à la [conférence intergouvernementale](#) de Marrakech, au Maroc, du 10 au 11 décembre 2018. La plupart des Canadiens n'ont jamais entendu parler de ce Pacte mondial que leur gouvernement s'est engagé à signer. Pourtant, cet accord éclaire diverses décisions du gouvernement Trudeau – concernant l'immigration, les changements climatiques, l'islamophobie et la subvention de 600 millions de dollars aux médias.

Le Pacte mondial détaille avec précision les mesures que les États membres devront adopter pour une migration mondiale sans entrave. Trudeau adhère à ce programme des Nations Unies et a décidé de l'imposer aux Canadiens sans leur consentement préalable.

L'objectif 17 du [Pacte mondial stipule](#) :

« Nous nous engageons à éliminer toute forme de discrimination, à condamner et à combattre les expressions, actes et manifestations de racisme, la discrimination raciale, la violence, la xénophobie et toutes les formes d'intolérance qui y sont associées, conformément aux accords internationaux sur les droits de l'homme. **Nous nous engageons en outre à promouvoir un discours public ouvert et fondé sur des données probantes concernant les migrations en partenariat avec toutes les composantes de la société, afin de générer une perception plus réaliste, plus humaine et plus constructive de ces mêmes migrations. De plus,** nous nous engageons également à protéger la liberté d'expression conformément au droit international, en reconnaissant qu'un débat libre et ouvert contribue à une meilleure compréhension de tous les aspects du mouvement migratoire. » [souligné par l'auteur.]

En vertu de ce qui précède, les États membres s'engagent à :

« Promouvoir dans les médias – y compris les médias en ligne -

, des reportages indépendants, objectifs et de qualité, et à sensibiliser et informer les professionnels des médias sur toutes les questions relatives à la migration et avec la terminologie adéquate, en élaborant avec précision des normes éthiques pour le reportage et la publicité, et en **bloquant toute subvention publique ou tout soutien matériel aux médias qui se font le chantre de l'intolérance, de la xénophobie, d'un racisme systématiques ainsi que de toutes les autres formes de discrimination à l'égard des migrants**, dans le plein respect de la liberté des médias » [souligné par l'auteur.]

Après traduction, ce langage onusien signifie que les médias des États membres doivent adhérer aux objectifs du Pacte mondial et s'abstenir de toute critique laquelle serait considérée comme « immorale » et contraire aux normes de l'ONU et donc à celles de l'idéologie mondialiste. La généreuse contribution du gouvernement Trudeau aux médias canadiens prend tout à coup une autre coloration. Les 600 millions de dollars deviennent alors un outil de contrôle camouflé et une discrète censure, garantissant que la presse canadienne respectera les exigences du Pacte mondial.

En acceptant cette subvention, l'ensemble des médias canadiens se retrouve dans la même position que le radiodiffuseur public [CBC](#), dont toutes les nouvelles et les opinions sont orientées au centre-gauche et épousent les positions politiques, économiques et culturelles du Parti libéral – le tout assorti d'un droit de digression occasionnel pour autant qu'il soit conservateur afin de maintenir une apparence de liberté d'expression.

L'élimination progressive de la liberté d'expression est une politique délibérée du gouvernement Trudeau, et l'adoption l'an dernier de la [motion parlementaire M-103](#) qui condamne comme « [islamophobe](#) toute discussion critique sur l'islam et les musulmans en est la preuve. Dans le vocabulaire onusien, l'islamophobie est une parole sectaire et raciste qui doit être censurée et peut même faire l'objet de poursuites au

titre des lois qui pénalisent le « discours de haine » tel qu'il est élaboré par les commissions des droits de l'homme du Canada. Les positions de l'ONU sont conformes à la récente [décision de la Cour européenne des droits de l'homme](#) qui a récemment jugé que toute critique du prophète de l'islam équivalait à une incitation à la haine et ne relevait pas de la liberté d'expression qui elle demeure protégée. Tout ceci est évidemment le résultat des [efforts de l'Organisation de la coopération islamique](#)—avec 57 États membres, il représente le groupe les plus puissant à l'ONU – qui déclare que toute critique ou insulte envers le fondateur de l'islam et envers la religion musulmane elle-même doit être considéré comme un blasphème conformément à la charia islamique.

Le modèle de pays que Trudeau et son parti libéral tentent de créer est celui d'un Canada sans frontières où le droit international élaboré à l'ONU primera sur la législation nationale chaque fois que les élus du peuple canadien auront une position divergente.

Si ce processus n'est pas inversé, les Canadiens – inondés par une migration de masse – deviendront des citoyens du monde ; et le Canada deviendra en ce début de XXI^e siècle, un protectorat multiculturel nord-américain, sans frontières réelles et administré par l'ONU. Un tel monde ne fait aucune place à la liberté d'expression ni à une presse libre. Les médias canadiens devraient réfléchir longuement avant de vendre leur âme à Trudeau.

Salim Mansur est Distinguished Senior Fellow du Gatestone Institute. Il enseigne au département de science politique de l'Université Western Ontario et est l'auteur de « The Qur'an Problem and Islamism »; « Islam's Predicament: Perspectives of a Dissident Muslim »; and « Delectable Lie: A Liberal Repudiation of Multiculturalism.

<https://fr.gatestoneinstitute.org/13483/canada-pari-faustien>